

Sous Embargo: 00:01 CET 30 juin 2015
Eau publique, eau d'avenir - Publication d'un ouvrage collectif sur la remunicipalisation de l'eau dans le monde

L'Observatoire des multinationales, LE Transational Institute et cinq partenaires européens publient ce jour la version française d'un livre pionnier sur la remunicipalisation dans le monde: *Eau publique, eau d'avenir. L'expérience mondiale de la remunicipalisation*. Cet ouvrage unique en son genre associe des chercheurs, des dirigeants de services publics de l'eau, des syndicalistes et des militants de la société civile.

La version anglaise de l'ouvrage, publiée en avril 2015 dans le cadre du Forum mondial de l'eau de Séoul, a montré qu'au cours des quinze dernières années, au moins 235 cas de remunicipalisation de l'eau ont eu lieu dans 37 pays, affectant plus de 100 millions de personnes dans le monde. Le rythme de la remunicipalisation connaît en outre une accélération marquée, puisque le nombre de cas a doublé sur la période 2010-2015 par rapport à la période 2000-2010.

« La publication de la version française de notre livre a une grande importance symbolique, car la France a longtemps été le bastion de la gestion privée de l'eau », explique Satoko Kishimoto, du Transnational Institute, principale éditrice de l'ouvrage. «La France est aussi le pays d'origine des plus grandes multinationales du secteur. Mais, récemment, elle est devenue l'épicentre d'une vague globale de remunicipalisation de ce service public.»

L'édition française de l'ouvrage inclut une préface par Célia Blauel, nouvelle présidente d'Eau de Paris, le service d'eau remunicipalisé de la capitale française, et du réseau européen des opérateurs publics de l'eau, Aqua Publica Europea. Il contient également un chapitre inédit sur la remunicipalisation de l'eau dans la métropole de Nice, cinquième ville de France, qui a pris effet il y a quelques mois.

De nouveaux cas de remunicipalisation sont intervenus depuis la publication de la version anglaise du livre en avril, aussi bien en France que dans des pays comme l'Inde (fin du contrat de gestion privée à Mysore), où la gestion privée de l'eau est déjà empêtrée dans les difficultés malgré son caractère relativement récent. L'élection récente, dans de nombreuses villes espagnoles dont Madrid et Barcelone, de municipalités progressistes, ayant à leur programme la fin de la privatisation de l'eau, augure peut-être d'une vague prochaine de remunicipalisations dans ce pays.

Sept organisations - associations d'opérateurs publics de l'eau, chercheurs, syndicalistes, journalistes et organisations de la société civile [1] - ont joint leurs forces pour publier ce livre, qui représente un effort pionnier et unique en son genre pour cartographier la remunicipalisation de l'eau dans le monde et pour tirer les premiers enseignements de ce phénomène émergent.

Malgré une pression continue des institutions financières internationales, de la Commission européenne et de certains gouvernements, les élus locaux et les citoyens choisissent de plus en plus souvent de tourner la page de la privatisation de l'eau. Ils le font non seulement en raison des échecs et des fausses promesses des entreprises privées, mais aussi et surtout parce que la construction d'un service public de l'eau démocratique et responsable leur apparaît comme la meilleure solution pour faire face aux défis financiers, sociaux et environnementaux de la gestion de l'eau et de l'impératif d'assurer le droit humain à l'eau.

«La remunicipalisation offre l'opportunité de construire des services publics de l'eau de qualité, socialement et écologiquement soutenables, pour le plus grand bénéfice des générations actuelles et futures. Autant d'enjeux qui ne reçoivent qu'une attention très limitée de la part des opérateurs privés de l'eau, qui se soucient avant tout de profitabilité », ajoute Anne Le Strat, ancienne adjointe au maire de Paris et cheville ouvrière de la remunicipalisation de l'eau dans la capitale française en 2010. « Les opérateurs publics de l'eau joignent de plus en plus leurs forces, au sein d'un même pays et par-delà les frontières, pour se soutenir mutuellement et partager leur expertise afin de réaliser le droit humain à l'eau pour tous.»

NOTE

Une conférence publique de lancement du livre est organisée par Eau de Paris, l'opérateur de l'eau de la capitale française, lui-même remunicipalisé en 2010. Cet événement a lieu le mardi 30 juin à 19 heures au Pavillon de l'eau, 77 avenue de Versailles, Paris XVIe.

En présence de:

- Célia Blauel, adjointe au maire de Paris et présidente d'Eau de Paris et d'Aqua Publica Europea,
- Paul Raoult, vice-président de France Eau Publique,
- Anne Le Strat, ancienne adjointe au maire de Paris et ancienne présidente d'Eau de Paris et d'Aqua Publica Europea,
- Emanuele Lobina, chercheur au PSIRU et les autres responsables de l'ouvrage.

[1] Organisations associées à la publication de l'ouvrage: Transnational Institute, Unité internationale de recherches sur les services publics (Université de Greenwich), Observatoire des multinationales, Municipal Services Project, Fédération syndicale européenne des services publics, France Eau Publique, Aqua Publica Europea.